

Synthèse régionale

Bilan mitigé pour l'économie régionale

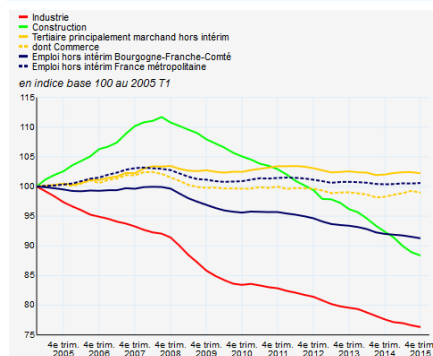
Julie Pariente (Insee)

L'année 2015 marque un ralentissement global de la croissance mondiale. L'économie française, quant à elle, accélère avec une croissance de + 1,3 % en moyenne annuelle. Elle crée de nouveau des emplois. Toutefois, ce rythme s'avère encore insuffisant pour amorcer une inversion de la courbe du chômage. Dans ce contexte, l'économie de la Bourgogne-Franche-Comté présente un bilan en demi-teinte. Malgré la forte progression de l'intérim, elle fait partie des trois régions dans lesquelles l'emploi salarié marchand recule encore en 2015.

Dégradation du marché du travail malgré un taux de chômage en repli

En 2015, l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricole continue de baisser en Bourgogne-Franche-Comté (-0,2 %), à une allure toutefois plus faible que celle observée en moyenne annuelle sur la période 2009-2014. La région ne profite pas de l'embellie constatée en moyenne en France métropolitaine (+0,5 %). L'emploi régional est soutenu par l'intérim qui, cette année, se développe fortement (+12,0 % en un an) (figure 1).

1 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région



Note : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

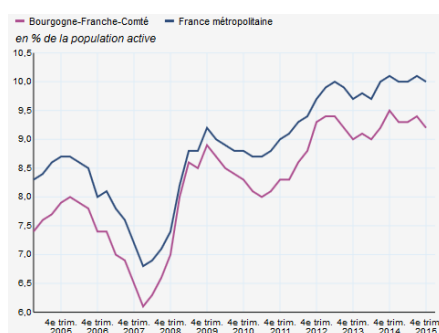
Source : Insee, estimations d'emploi.

Les destructions nettes d'emploi se poursuivent dans les secteurs de la construction et de l'industrie. La construction pèse fortement sur l'évolution annuelle de l'emploi régional, davantage qu'en moyenne en Métropole. Dans la

région, le commerce, les services aux entreprises et l'hébergement-restauration sont les seuls secteurs créateurs d'emplois salariés. Mais le dynamisme du secteur tertiaire de la région (hors intérim) s'avère insuffisant pour compenser les pertes enregistrées dans le secteur secondaire.

Le travail frontalier, qui contribue à desserrer le marché du travail dans la région, continue de se développer en 2015, mais à un rythme ralenti. Ainsi, le nombre de frontaliers résidant dans la région et travaillant en Suisse augmente deux fois moins rapidement que l'ensemble des frontaliers résidant en France et travaillant en Suisse.

2 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Note : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Sur le front du chômage, en dépit d'un taux de chômage régional en baisse (figure 2), les effectifs de demandeurs d'emploi dans la région continuent de progresser en 2015. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en tant que demandeurs d'emploi de catégories A, B et C demeure à un niveau très élevé, rarement atteint durant ces vingt dernières années. Seule éclaircie en 2015, le chômage des jeunes dans la région recule.

Le secteur de la construction toujours en crise dans la région

Dans le secteur de la construction, l'année 2015 ne déroge pas aux années précédentes : elle a encore été difficile. Le nombre de permis de construire délivrés dans la région atteint un niveau historiquement bas. Cette nouvelle baisse contraste avec le rebond observé en France métropolitaine. Sur le

marché du logement neuf, le nombre de ventes repart à la hausse diminuant ainsi le stock d'inventus.

Tourisme : le rayon de soleil de l'année 2015

Après plusieurs années consécutives de baisse de la fréquentation touristique, le nombre de nuitées passées dans les hôtels et les campings de la région augmente fortement en 2015. Les excellentes conditions climatiques d'une part, et une conjoncture économique moins défavorable d'autre part, expliquent ce rebond.

Un constat plus disparate dans les autres secteurs

En 2015, les spécificités régionales que sont la viticulture et le lait AOP, échappent au climat économique difficile, lié au très fort recul des prix agricoles.

La production viticole atteint un niveau proche de la normale sur fond de reconstitution des stocks de négoce. La production de fromages recule mais reste à un niveau proche des moyennes triennales. Le prix du lait destiné aux productions AOP continue de progresser alors que la filière laitière souffre globalement de la très forte baisse des cours mondiaux.

Les productions végétales sont très inégales en raison des conditions climatiques. Le marché de la viande reste morose.

Dans les activités de transport, le trafic aérien de passagers continue de se développer grâce au dynamisme de l'aéroport de Dole-Jura à l'international. Le fret routier est en recul. Le marché de l'automobile quant à lui, se redresse après avoir atteint un plancher historique l'année dernière. Ainsi, pour la première fois depuis 2009, les immatriculations de véhicules neufs sont en hausse. Néanmoins cette progression reste deux fois plus faible que celle de France métropolitaine.

Dans ce contexte économique régional, la création d'entreprises (hors micro-entrepreneur) est dynamique. La forte baisse du nombre d'entreprises créées sous le régime de micro-entrepreneur tient essentiellement à l'entrée en vigueur de la loi Pinel. En revanche, le nombre de défaillances d'entreprises en date de jugement repart, quant à lui, à la hausse en 2015. ■

Contexte national

L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un quantitative easing - de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

L'économie française accélère en 2015

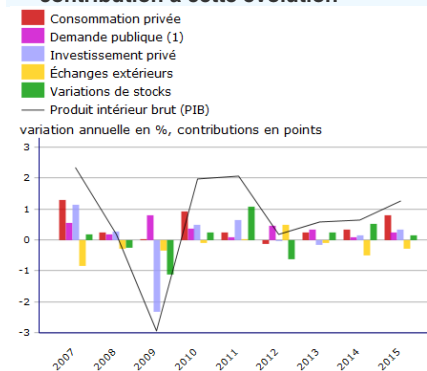
Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis

que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point) (figure 2).

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %).

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015	
	2013	2014	2015	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
Consommation effective des ménages	0,7	0,9	1,6	1540,7	1,1
dont :					
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBSM	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	0,1
Formation brute de capital fixe	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
dont :					
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

ISBSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.
Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010